



GUERRE EN UKRAINE

La montée des craintes

Va-t-on vers un conflit de grande ampleur entre la Russie et l'Occident à partir de celui actuellement en Ukraine ? Depuis que la Russie a décidé son opération militaire spéciale dans le but, se défendait le président Vladimir Poutine le 25 février, de « démilitariser » et « dénazifier » son voisin accusé d'être la tête de pont de la menace occidentale contre la Fédération de Russie, la situation sur le terrain reste préoccupante. Pour de nombreux observateurs, plus le conflit entre la Russie et l'Ukraine perdure, plus le monde s'expose à une menace nucléaire aux conséquences imprévisibles.

Page 16



Vladimir Poutine



Volodymyr Zelensky

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Les étudiants finalistes de Cuba perçoivent leurs arriérés de bourse



Les anciens de Cuba perçoivent la bourse à Brazzaville

Les étudiants finalistes en médecine de Cuba ainsi que les 176 expulsés perçoivent à Brazzaville leurs arriérés de bourse pendant que ceux qui sont encore en formation dans ce pays refusent de percevoir les deux trimestres disponibles de bourse.

« On ne croyait plus que l'on pouvait encore percevoir les arriérés de bourse car certains d'entre nous sont rentrés au pays depuis trois ans. Il y avait un silence à ce sujet. Nous espérons que l'Etat va continuer à payer le reste de nos arriérés », a déclaré l'un des bénéficiaires ayant requis l'anonymat.

Page 5

COOPÉRATION ÉCONOMIQUE

Des hommes d'affaires russes en mission à Brazzaville



La DG de l'API posant avec les investisseurs russes et congolais

Une délégation des hommes d'affaires russes a échangé, hier à Brazzaville, avec la directrice générale de l'Agence pour la promotion des investissements, Annick Patricia Mongo. Elle leur a présenté les indicateurs économiques et la politique globale du Congo consignée dans le Plan national de développement 2022-2026 qui compte six axes prioritaires, notamment l'agriculture, le tourisme, le numérique, l'immobilier, l'industrie et les zones économiques spéciales.

Page 3

DETTE INTÉRIEURE

De nouvelles modalités de paiement proposées aux opérateurs économiques



Vue des opérateurs économiques lors des échanges avec la tutelle

Dans le cadre de l'apurement des créances auditées dont les montants oscillent entre dix et cinquante millions FCFA, le gouvernement a proposé aux opérateurs économiques deux options : un décompte de 35% de leurs créances pour régler les dettes fiscales et un échéancier avec un délai de grâce d'une année.

« Les 35% du décompte pour-

ront être utilisés pour payer des arriérés d'impôts. Pour bénéficier de cette facilité, ceux qui sont intéressés doivent se rapprocher de la Caisse congolaise d'amortissement pour des formalités y afférentes, avant fin décembre prochain », a indiqué le directeur de cabinet du ministre des Finances, Albert Wilfrid Ossié.

Page 2

RÉGULARISATION DES SITUATIONS ADMINISTRATIVES

Les enseignants prestataires vont être enrôlés cette année

Page 6

ÉDITORIAL

Long terme

Page 2

ÉDITORIAL

Long terme

Confirmée, pas plus tard que le 18 septembre, l'élimination prématurée de l'AS Otohô aux préliminaires de la ligue africaine des champions contraste avec la qualification des Diabes rouges à la phase finale du Championnat d'Afrique des nations, Algérie 2023. Cet échec symbolise toutes les difficultés du football congolais à s'imposer sur la scène continentale. Il met en avant les limites des clubs nationaux à accomplir la mission qui leur est assignée : obtenir de bons résultats pour reconquérir les places perdues.

C'est un défi, certes, mais qui ne pourra être relevé que quand les dirigeants auront compris que le court terme ne paie pas. Il faudra orienter la vision sur le long terme. Le Congo avait, en effet, retrouvé une identité sur l'échiquier continental lorsque l'Athlétic club Léopards de Dolisie avait remporté la neuvième édition de la Coupe africaine de la Confédération en 2012. La régularité dans la phase de poules qui faisait sa marque de fabrique avait été bonifiée par l'augmentation à quatre du nombre des clubs congolais devant participer aux compétitions interclubs de la Confédération africaine de football. Le passage de témoin n'ayant pas été bien assuré, le football congolais est très vite revenu à la case départ.

Ce constat devrait valoriser la nécessité de mettre en place les mécanismes pouvant permettre de replacer les clubs congolais sur orbite en faisant preuve d'une bonne organisation. L'énorme chantier passera avant tout par la formation des joueurs car, la réussite du projet dépendra de la qualité de l'effectif et aussi de l'expérience de l'entraîneur chargé de le piloter. C'est à lui de présenter les priorités en termes de recrutement des joueurs susceptibles de porter le projet même s'il arrive parfois que nos équipes mettent la charrue avant les bœufs.

Reste que la gestion de l'après-saison censée donner un bon équilibre aux équipes en préparation pose problème. La plupart des formations éprouvent de sérieuses difficultés à conserver leurs meilleurs éléments pendant longtemps. Les présidents des clubs devraient être bien orientés sur les exigences actuelles du football.

Les Dépêches de Brazzaville

DETTE INTÉRIEURE

De nouvelles modalités de paiement proposées aux opérateurs économiques

Dans le cadre du paiement des créances auditées dont les montants oscillent entre dix et cinquante millions FCFA, le gouvernement a proposé aux opérateurs économiques deux options.



Des opérateurs économiques lors des échanges avec la tutelle DR

Les options proposées portent sur un décompte de 35% des créances des opérateurs économiques pour régler les dettes fiscales puis de convenir d'un échéancier avec un délai de grâce d'une année. Dans ce cas, la dette sera payée à partir de fin 2023, sur une période de cinq ans.

Le directeur de cabinet du ministre des Finances, Albert Wilfried Ossié, a fait cette annonce lors d'un échange qu'il a eu le 20 septembre, à la Chambre de commerce de Brazzaville, avec les responsables des syndicats patronaux ainsi que les opérateurs économiques. « Le ministre a introduit une facilité. Les 35% du décompte pourront être utilisés pour payer des arriérés des impôts que les opérateurs ont vis-à-vis de l'Etat. Pour bénéficier de cette facilité, ceux qui sont intéressés doivent se rapprocher de la Caisse congolaise d'amortissement pour des formalités y afférentes, avant fin décembre prochain », a indiqué le directeur de cabinet du ministre des Finances.

Abordé, le président des Congrès des chefs

d'entreprise du Congo, Paul Nestor Mouandzibi Ndinga, a relevé : « Une créance décomptée ne permet pas à une entreprise de se relancer car, la marge bénéficiaire d'une entreprise est généralement de 15 à 20% », ajoutant : « Finalement, nous nous sommes convenus de garder le décompte à 35%, à condition que les opérateurs qui y adhèrent bénéficient d'une exonération. Les dossiers de 2003 devront être traités, ceux de 2012 seront pris en charge ». Paul Nestor Mouandzibi Ndinga a poursuivi : « On a obtenu des promesses, nous espérons que le ministère des Finances va respecter ses engagements ».

Rappelons que l'opération de paiement de la dette intérieure a débuté depuis le mois d'août dernier. Les créances auditées concernaient un montant inférieur ou égal à 10 millions FCFA, de la période allant de 2003 à 2018. Pour ce faire, une enveloppe d'un milliard de francs CFA a été débloquée par le gouvernement pour cette opération qui concernait 204 opérateurs économiques.

Lopelle Mboussa Gassia

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chefe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Duryl Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoor-donnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou,
Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama,
Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ognagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho,
Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,
Irin Maouakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubmelé
Ngoni /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général:Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),
Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba,
Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzoni B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo
Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

INVESTISSEMENTS

Des hommes d'affaires russes intéressés au marché congolais

En mission d'exploration au Congo, des investisseurs russes ont exprimé, le 21 septembre à Brazzaville, à la directrice générale de l'Agence pour la promotion des investissements (API), Annick Patricia Mongo, leur intention de développer plusieurs projets économiques dans divers domaines.



La DG de l'API posant avec les investisseurs russes et congolais/Photo Adiac

Les hommes russes sont venus au Congo à l'invitation de l'API pour explorer des opportunités d'investissements. Lors de cet échange, la directrice générale de la structure, Annick Patricia Mongo, a présenté à ces derniers les indicateurs de l'économie congolaise, mais aussi les opportunités d'investissements qu'offre le Congo, afin de leur permettre de bien circonscrire les secteurs d'intervention.

La rencontre a servi aussi d'occasion pour des échanges directs entre les hommes d'affaires russes et congolais à travers les-

quels ils ont noué des contacts.

« Nous avons présenté aux investisseurs russes nos indica-

teurs économiques, ainsi que la politique globale du Congo consignée dans le Plan national de dé-

veloppement (PND 2022-2026). Un programme dans lequel le gouvernement a identifié six secteurs prioritaires de développement. Il s'agit de l'agriculture, du numérique, du tourisme, de l'immobilier, des zones économiques spéciales et de l'industrie. Mais n'empêche que les investisseurs s'intéressent à d'autres secteurs d'activités », a précisé Annick Patricia Mongo.

Pour persuader les investisseurs russes, la directrice générale de l'API leur a fait savoir que la structure qu'elle dirige est chargée d'assurer aux opérateurs économiques un accompagnement technique et administratif. L'Etat, a-t-elle souligné, les soutient à travers des exonérations fiscales.

En plus, Annick Mongo leur a rassuré que les opérateurs économiques qui vont investir dans les zones économiques spéciales (ZES) pourront bénéficier jusqu'à 10 ans d'exonérations fiscales.

Satisfaits du marché congolais, les opérateurs économiques russes ont pris l'engagement d'investir au Congo dans divers domaines d'activités. Ils projettent de grands projets économiques dans les secteurs, entre autres, de la construction, du pétrole, du gaz, de la logistique, des transports, de l'énergie et de celui de l'agriculture.

« Le Congo dispose d'énormes opportunités d'investissement dans tous les domaines. Pour soutenir le secteur, le gouvernement a fait un travail considérable. Je suis personnellement convaincu du marché congolais et tiens à investir dans la pisciculture, mon domaine de prédilection. Nous allons produire du poisson à grande échelle afin de l'écouler sur le marché sous-régional. Le projet nous permettra surtout de créer des emplois au profit des jeunes », a confié un homme d'affaires russe.

Firmin Oyé

« Nous avons présenté aux investisseurs russes nos indicateurs économiques, ainsi que la politique globale du Congo consignée dans le Plan national de développement (PND 2022-2026). Un programme dans lequel le gouvernement a identifié six secteurs prioritaires de développement. Il s'agit de l'agriculture, du numérique, du tourisme, de l'immobilier, des zones économiques spéciales et de l'industrie. Mais n'empêche que les investisseurs s'intéressent à d'autres secteurs d'activités »

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

Le Cami sollicite la certification d'un brevet informatique

Le coordonnateur du Centre d'application aux métiers de l'informatique (Cami), Arsène Vembé Moukouma, a sollicité du ministère en charge de l'Enseignement primaire et secondaire; la certification d'un brevet informatique, lors de la fin de formation du programme Brevet informatique et internet (B2I), qui a réuni quatre-vingt-seize enfants âgés de 8 à 17 ans, organisé en partenariat avec Elite Afrique France.

Le programme B2I organisé par le Cami, un centre de formation qualifiante et de reconversion professionnelle accrédité par le ministère en charge de la Formation qualifiante, vise à promouvoir et vulgariser l'informatique en milieu scolaire. La particularité pour cette année est que le programme n'a concerné que les premiers meilleurs élèves au Certificat d'études primaires et élémentaires (CEPE) blanc départemental des écoles primaires des arrondissements 1 Makélé-kélé et 2 Baongo. Cependant, le coordonnateur du Cami a déploré le fait qu'ils n'ont reçu pour ces deux arrondissements que les élèves en provenance de dix écoles. « Notre désarroi est le fait que nous n'avons reçu que dix écoles qui ont envoyé des enfants sur les quarante écoles publiques et privées auxquelles nous avons adressé des correspondances. Or, la formation était gratuite parce que nous sommes en partenariat avec Elite Afrique France et ce programme nous demande



Les enfants bénéficiaires de la formation B2I/DR

de promouvoir et de vulgariser l'informatique en milieu scolaire. Au total, quatre-vingt-seize enfants âgés de 8 à 17 ans ont suivi cette formation », a déclaré Arsène Vembé Moukouma. Le coordonnateur du Cami a précisé que s'ils ont mis plus l'accent sur les enfants de l'école primaire, c'est parce qu'au Congo l'apprentissage de l'informatique se fait à un âge assez avancé. Il faut arriver à l'université où être professionnel pour le faire, ce qui est déplorable, a-t-il indiqué. «

Voilà pourquoi, nous voulons qu'au niveau du ministère de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, qu'on puisse mettre au point le brevet informatique et internet qui est déjà dans d'autres lieux. Je pense qu'il va aider notre pays à aller de l'avant dans le domaine du numérique », a-t-il suggéré. Quant aux éditions futures du B2I, le coordonnateur du Cami a fait savoir qu'ils vont élargir la fourchette. Si le programme

B2I des vacances scolaires de 2022 concernait deux arrondissements, pour les prochaines éditions, le Cami verra avec la direction départementale de l'Enseignement primaire comment inscrire au programme B2I de 2023 les premiers du CEPE départemental de chaque école de Brazzaville. Afin d'occuper les enfants pendant les vacances scolaires, le Cami a mis en place deux clubs : celui d'anglais et celui d'informatique qui fonctionnent une fois dans la se-

maine, uniquement les samedis pour deux heures d'apprentissage du clavier, de l'internet responsable et aussi du programme B2I en miniature.

Le coordonnateur du Cami a déploré le manque de stages après la formation alors que la direction départementale de la Formation qualifiante donne des recommandations à ce sujet. Les jeunes sont repoussés au niveau des entreprises privées et même étatiques. « C'est l'ACPE qui devait promouvoir les stages au niveau des apprenants, malheureusement, aujourd'hui ils n'ont pas d'opportunités pour aller en stage. Nous avons formé déjà trois mille apprenants, mais dix ans après, nous n'avons pas encore atteint cent apprenants qui travaillent. Ils sont à peine cinquante-cinq qui gagnent leur vie, vraiment c'est déplorable », s'est plaint le coordonnateur du Cami.

Maria Vembe, 12 ans, élève en sixième, s'est dit heureuse de suivre la formation en B2I.

Bruno Okokana

INDUSTRIE TOURISTIQUE

Signature d'un accord entre le CEVTE et NG Services

L'association le Cercle des élites en voyages tourisme et environnement (CEVTE) et l'Agence de voyages et de tourisms NG Services ont signé, le 21 septembre à Brazzaville, un accord cadre de partenariat pour promouvoir et développer l'industrie touristique au Congo.



Signature de l'accord entre les deux personnalités/Adiac

L'accord a été signé par le secrétaire en charge des affaires techniques du CEVTE, Luc Fernand Keka, et du côté de NG Services par son directeur général, Gustave Junior Ngoko.

Ce partenariat, a-t-on indiqué, va surtout planter le cadre de la réalisation du projet de participer à la promotion et au développement de l'industrie touristique au Congo, « un secteur peu connu par les Congolais. Le CEVTE va essayer de faire de telle sorte que le secteur soit visible ; que

ça soit pour les Congolais et des touristes venant de l'extérieur du Congo. Le CEVTE et NG Services travailleront ensemble, main dans la main, pour faire connaître l'importance du tourisme au Congo, afin qu'il puisse contribuer au PIB du Congo », a expliqué le secrétaire en charge des affaires techniques du CEVTE, Luc Fernand Keka.

Et puis, finalement, a-t-il poursuivi, au Congo nous avons plusieurs sites touristiques. Il s'agit dans cette démarche, avec le concours

de notre partenaire, d'inciter les Congolais à visiter ces sites jusque-là encore méconnus. Sur le terrain concrètement, premièrement nous comptons sur les médias pour relayer l'information de faire connaître aux Congolais qu'il y a aussi le tourisme en dehors du pétrole, du bois, etc. Nous avons aussi prévu d'organiser une campagne de sensibilisation, ensuite dans deux ou trois semaines tenir une grande activité qui va répondre à toutes ces questions.

Guillaume Ondze

ENVIRONNEMENT

Les rivières pourvoyeuses des moucherons piqueurs

Quelques habitants vivant le long de la rivière Djoué ont exprimé, le 20 septembre à Brazzaville, leur préoccupation face à la prolifération des moucherons piqueurs autrement appelés « fourous », responsables de plusieurs maladies dont la cécité qui est une perte de vision brutale ou progressive.

« Le phénomène ne s'observe pas que chez nous ici au Djoué. Avant, j'habitais à Mikalou, le long de la rivière Tsiémé et, là-bas également le constat était le même. Ces moucherons, après avoir piqué et inoculé leur venin laissent une substance qui fait apparaître des traces rouges violacées sur la peau, accompagnées des démangeaisons », a laissé entendre un riverain du Djoué..



Ces habitants, tout en appelant à l'intervention des pouvoirs publics, ont signifié que depuis l'arrêt des campagnes de désinfection jadis pratiquées par les services d'hygiène dans nos villes, on observe de plus en plus une multiplication de ces insectes dont le mode de reproduction est rapide à cause des immondices laissées aux abords de ces rivières par des inciviques. Les mêmes riverains notent aujourd'hui que de nombreux habitants longeant cette rivière accusent des problèmes de vue.

Rappelons que le 10 août dernier, à la chambre haute du Parlement, le ministre de la Santé et de la Population, Gilbert Mokoki, avait laissé entendre que le gouvernement va prendre des mesures efficaces pour s'attaquer à cette question.

Jean Jacques Koubemba

VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Musée du Bassin du Congo

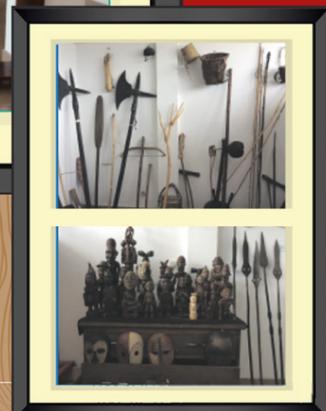
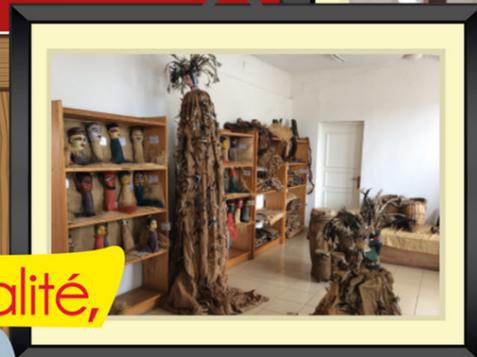
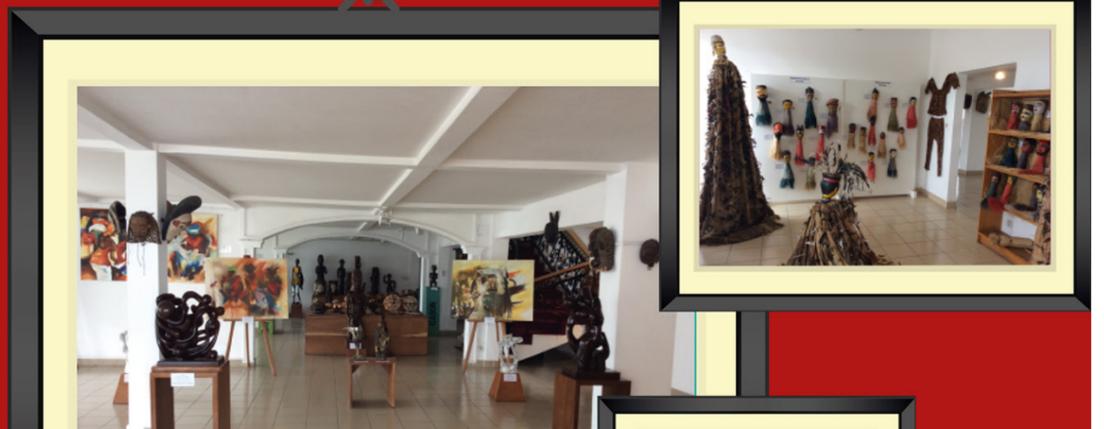
galerie CONGO
ARTS ET EXPRESSIONS

de LUNDI
à VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES

CÉRAMIQUES MUSIQUE



L'art dans sa **Généralité,**
de la **Tradition**
à la **Modernité**

Situé sur **84 Boulevard Denis Sassou Nguesso**
immeuble les manguiers (Mpila)
dans l'enceinte des **Dépêches de Brazzaville**

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Les étudiants rentrés de Cuba perçoivent leurs arriérés de bourse à Brazzaville

Les anciens étudiants en médecine à Cuba, rentrés au pays en 2019 et 2020, perçoivent les arriérés de bourses, y compris les 176 autres qui avaient été expulsés de Cuba pour méconduite et contre-performances académiques bien avant la fin de leur formation.

Les agents du Trésor public ont débuté la paie des arriérés de bourses des étudiants congolais en médecine à Cuba, le 20 septembre à la présidence de l'Université Marien-Ngouabi. Un trimestre est en cours de paiement. Le total des bénéficiaires pour les deux promotions est chiffré à 730. Ces anciens étudiants en médecine qui sont rentrés ne sont pas tous à Brazzaville car certains d'entre eux ont été mis en stage dans les hôpitaux de l'arrière-pays. Ce sont donc leurs parents qui perçoivent cette bourse à leur place, avec des procurations délivrées par l'Inspection générale



Les anciens de Cuba perçoivent la bourse à Brazzaville/Adiac

rale des finances.

La paie en cours redonne l'espoir à certains qui n'y croyaient plus. « A dire vrai, on ne croyait pas que l'on pouvait encore percevoir les arriérés de bourse car certains d'entre nous

sont rentrés au pays depuis trois ans. Il y avait un silence à ce sujet. Nous espérons que l'Etat va continuer à payer le reste des arriérés », a déclaré un des bénéficiaires qui n'a pas souhaité révéler son identité.

Ceux de Cuba refusent d'être payés

Dans la soirée du 20 septembre, la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique, Delphine Edith Emmanuel, et le ministre de la Santé et de la Population, Gilbert Mokoki, ont quitté Brazzaville pour la Havane, à Cuba. L'objectif de leur déplacement est de dénouer la situation qui prévaut car les étudiants refusent de percevoir les deux trimestres de bourses disponibles. Il s'agit d'aller les assurer que malgré les difficultés, l'Etat va honorer

ses engagements.

Pour l'heure, la bourse demeure la pomme de discorde entre les étudiants congolais à Cuba et la délégation du ministère des Finances, du Budget et du Portefeuille public ayant effectué le déplacement de la Havane, depuis le début de ce mois, pour payer deux trimestres d'arriérés, soit six mois. Les étudiants, par contre, exigent le paiement de l'intégralité des arriérés qui font treize trimestres au total. C'est cette équation que les deux ministres ainsi que les représentants des autres ministères faisant partie de la délégation vont devoir équilibrer à Cuba.

Rominique Makaya

VIE ASSOCIATIVE

Les anciens élèves de Kwamé-Nkrumah s'unifient

Les anciens élèves du collège Kwamé Nkrumah de Ouessou, dans le département de la Sangha, disséminés depuis plus de trente ans après leur passage dans cet établissement, se sont organisés, le 18 septembre à Brazzaville, pour la transformation et l'aménagement de celui-ci.

Le projet de transformation et d'aménagement de Kwamé-Nkrumah a été présenté à l'occasion de la sortie officielle de l'association des anciens élèves de ce collège placée sur le thème « Anciens élèves du collège Kwamé-Nkrumah de Ouessou, ensemble renforçons nos liens de solidarité ». Ce thème a été une invite à l'union, à la cohésion, à la fraternité mais aussi et surtout à l'action avec l'ambition de se donner une notoriété nationale afin de devenir ainsi un véritable maillon social du partenariat public-privé, a indiqué le président de l'Association des anciens élèves du collège Kwamé-Nkrumah de Ouessou (AAECKNO), Rolland Wilfrid C'Kouayoukou, en présence de leurs anciens enseignants.

La transformation et l'aménagement concernent notamment les latrines ainsi que les bureaux devant être affectés à la surveillance générale ou à tout autre service de l'établissement. Ce projet sera soumis à la prochaine assemblée générale pour l'année scolaire 2022-2023, afin de demeurer dans la continuité de l'action menée les années antérieures.

« Les actions de l'association ne se limitent pas entre les membres. Elles doivent se manifester à l'endroit de notre



Les membres de l'AAECKNO/Adiac

collège commun, tel que cela ressort de nos objectifs scellés dans nos statuts, par des actions tendant à l'amélioration des conditions d'études en son sein, et également à l'endroit de toute autre structure éducative ou sociale nécessitant de nous une action caritative », a-t-il déclaré.

Le secrétaire général de l'AAECKNO, Odentiel Andzembet, de son côté, a présenté l'organisation qui a pris naissance à partir d'une plate-forme des élèves ayant fréquenté ce collège, qui se retrouvaient au quotidien sur les réseaux sociaux. A cet effet, l'initiateur du projet,

le ministre Ghislain Thierry Maguessa Ebomé a reçu de l'association un tableau d'art de son effigie.

Cette association a pour objectifs de promouvoir l'excellence en milieu scolaire par la remise des distinctions à l'endroit des meilleurs élèves, d'entreprendre des actions à caractère social tant à l'endroit du collège que d'autres structures éducatives, de rétablir et de redynamiser les liens fraternels entre tous les anciens élèves de ce collège.

Odentiel Andzembet a rappelé à cette occasion les actions réalisées au sein de l'établissement. Parmi celles-ci, figurent le rem-

placement par des portes métalliques des vieilles portes des salles de classe faites préalablement en bois et la réfection des bâtiments.

Du côté des anciens enseignants de ce collège, l'initiative est à encourager. Le professeur de mathématiques, Alphonse Loutonadio, a émis le souhait aux anciens élèves d'inviter leurs amis à participer aux actions afin d'apporter des améliorations au collège.

Par ailleurs, celui d'histoire et géographie, Julien Yoka, a témoigné le geste louable de l'attachement des élèves à leurs enseignants. « Nous sommes très ravis d'avoir aujourd'hui une

association pareille car durant beaucoup d'années nos élèves étaient dispersés. Présentement, je me réjouis des enseignements donnés qui n'étaient pas en vain car ils sont devenus des cadres dans tous les secteurs. Nous sommes à distance du collège Kwamé-Nkrumah de Ouessou mais nous allons intervenir dans le projet de l'association », a-t-il assuré.

Pour le ministre Ghislain Thierry Maguessa Ebomé, ancien élève de cet établissement, le collège de Ouessou a été le lieu de maturation de leur formation en valeur républicaine.

« Le collège Kwamé-Nkrumah de Ouessou est une arme pour ces élèves qui venaient des horizons divers. Nous avons gardé vivantes nos amitiés depuis le collège jusqu'aujourd'hui. Il fallait se rassembler pour redonner vie à cette âme de notre adolescence pour le vivre-ensemble dans le département de la Sangha », a-t-il dit.

Notons que le collège Kwamé-Nkrumah de Ouessou a été créé en 1959. A l'époque, l'établissement accueillait tous les élèves des écoles primaires de la ville de Ouessou ainsi que ceux qui revenaient des chantiers environnants basés dans le département de la Sangha.

Lydie Gisèle Oko

EDUCATION

Enrôlement de nouveaux enseignants volontaires

Le ministère de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation demande aux enseignants finalistes des écoles de formations de déposer les dossiers en vue d'un enrôlement en qualité d'enseignants volontaires, au titre de l'année 2022-2023, indique un communiqué rendu public le 19 septembre à Brazzaville, signé de Régine Tchicaya-Oboa, la directrice de cabinet.



Les enseignants finalistes des écoles de formations concernés ne sont autres que ceux de l'Ecole nationale des instituteurs, le Collège d'enseignement technique féminin, l'Ecole nationale des beaux-arts.

Cet enrôlement obéit, sans nul doute, à la nécessité de combler le déficit du personnel enseignant. Une réalité qui fait que, dans certaines localités de l'arrière-pays, un enseignant puisse dispenser les cours dans deux classes différentes au même moment. Il se trouve donc inefficace et les apprentissages sont biaisés dans ce cas de figure.

Ce qui est sûr, c'est ces enseignants volontaires n'auront le même statut toute leur carrière. Ils finiront par être recrutés dans la fonction publique. C'est le cas des autres enseignants finalistes des écoles de formations ayant signé un protocole d'accord avec le gouvernement, le 27 septembre 2018.

Actuellement, ils sont repartis dans les écoles à travers le pays, leur recrutement se fait progressivement, selon les quotas, même si cela peut prendre du temps en fonction des ressources et de la procédure d'approbation.

Rominique Makaya

DIASPORA

L'ambition de formation de Dieudonné Mpouki Moussouki

L'actuel président du GIE Infogreffe et greffier associé du tribunal de commerce de Paris, le Franco-Congolais Dieudonné MPouki Moussouki, ambitionne de former les jeunes en général, plus particulièrement ceux du Congo-Brazzaville.



Partant du constat que plusieurs cadres de la diaspora jouissent de formations et d'expériences solides acquises à l'étranger, Dieudonné Mpouki Moussouki estime qu'à leur tour, en toute légitimité, en accord avec les institutions et les différents programmes gouvernementaux, il leur revient de former leurs compatriotes. En ce qui le concerne, outre son poste actuel au sein du GIE Infogreffe, il s'intéresse à leur faire bénéficier de ses expériences personnelles acquises à Sciences po Paris en management, et à l'Essec en management des projets. Conscient que l'entreprise de demain sera en grande partie gérée de façon digitale, en tant que Infogreffe, il participe activement aux divers projets ayant trait à la numérisation de la profession et à la dématérialisation des formalités des entreprises, avec notamment l'élaboration du guide des formalités RCS, la mise en place du site des formalités en ligne d'Infogreffe, ou bien encore du guichet-entreprises pour le compte des greffiers des Tribunaux de commerce.

Certes, ce sont des offres aptes à répondre aux besoins des États membres de l'Union européenne mais également à ceux de certains pays de l'Afrique francophone, dont l'écosystème des affaires est proche de celui de la France. À en croire Dieudonné MPouki Moussouki, l'un des enjeux du développement demeure la formation. « Je suis intéressé et prêt à former et à transmettre mon expérience aux jeunes », confie le Franco-Congolais.

Marie Alfred Ngoma

MONDE DU TRAVAIL

Le Congo réactualise le PPTD

Le ministère de la Fonction publique, du Travail et de la Sécurité sociale organise du 21 au 23 septembre à Brazzaville, en partenariat avec l'Organisation internationale du travail (OIT), un atelier de formulation du Programme pays pour le travail décent (PPTD) de la République du Congo.

Les assises de trois jours regroupent les représentants des organismes du système des Nations unies, des différents ministères concernés par des questions d'emploi, de travail et de sécurité sociale, des organisations patronales et des travailleurs ainsi que de la société civile. Le directeur général du travail, Joseph Akondzo Nguiambo, a rappelé que cet atelier était très attendu pour faire aboutir un premier travail resté longtemps dans les tiroirs. Il s'agit aussi de s'adapter à l'impératif de la planification stratégique qui, au plus haut niveau de l'Etat, s'est exprimé à travers l'élaboration et la mise en place du Plan national de développement (PND) 2022-2026.

« Pour ce faire, le document de base sur lequel les participants vont se pencher est à l'évidence l'avant-projet de PPTD 2018-2022, qu'il va falloir recontextualiser à la lumière des évolutions que connaissent actuellement le



Les participants Adiac

monde en général et le monde du travail en particulier...», a souligné le directeur général du travail.

Pour le directeur du cabinet du ministre d'Etat, ministre de la Fonction publique, du Travail et de la Sécurité sociale par intérim, Paul Nicolas Gomes Olamba, cet atelier tripartite est le deuxième qui permettra de baliser le chemin de la mise en œuvre effec-

tive des résolutions prises de commun accord avec le bureau pays de l'OIT. Ce partenariat renouvelé et renforcé depuis lors est, a-t-il poursuivi, à n'en point douter, en train de produire tous les résultats que les deux parties sont en droit d'en attendre.

« Au terme de trois itérations qui, historiquement, s'étalent aujourd'hui sur un peu plus d'une décennie, le Congo va

enfin se doter d'un programme pays pour le travail décent. Ce puissant instrument de plaidoyer pour lever et mettre en œuvre, grâce aux partenaires techniques et financiers de notre pays, les options les plus pertinentes devant faire advenir un travail de plus en plus décent pour les couches productives de notre population », a-t-il déclaré, réaffirmant le

ferme engagement du gouvernement congolais à faire aboutir le PPTD dont la mise en œuvre devra commencer dès le 1er janvier 2023.

Selon lui, le ministère de la Fonction publique, du Travail et de la Sécurité sociale travaille d'ores et déjà à la mise en place dans le budget de l'Etat exercice 2023 d'une ligne spéciale en faveur de l'exécution des actions prioritaires qui seront retenues dans le cadre du PPTD, fruit du travail que cet atelier produira. Pour lui, les participants disposent des outils d'appréciation nécessaire, parmi lesquels les Objectifs de développement durable ; l'agenda 2063 de l'Union africaine et le PND 2022-2026. « Pour cela, vous avez tout ce qui est possible de mettre à profit pour aboutir à un PPTD rationnel et cohérent en phase avec les aspirations profondes des populations congolaises », a conclu Paul Nicolas Gomes Olamba.

Parfait Wilfried Douniama

ROYAUME-UNI

La mort de la reine Elizabeth II et l'avenir du Commonwealth

Le quotidien britannique «Financial Times» fait état de renforcement de tendances séparatistes dans un certain nombre de pays du Commonwealth, depuis la disparition de la reine Elisabeth II, dont les obsèques ont eu lieu le 19 septembre, en présence d'un aéropage de dirigeants du monde entier.

« La reine conférait toujours du sens à l'existence du Commonwealth. Après sa mort, on ne comprend plus quels avantages tirent les membres de leur participation » au Commonwealth qui « a arrêté d'accorder une aide », a rapporté le quotidien, attribuant ces propos dans un milieu gouvernemental d'un pays africain. Quatorze Etats membres de l'organisation constatent un renforcement des tendances républicaines suite à une baisse générale du potentiel du Royaume-Uni d'exercer une influence dans le monde, a poursuivi «Financial Times». L'île de la Barbade s'est retirée de l'organisation en 2021, alors que le Rwanda, la Jamaïque et plusieurs Etats du bassin caraïbéen examinent, à leur tour, la possibilité de se retirer. Pour mettre fin à ces retraits précipités, le quotidien britannique invite le roi Charles III à participer plus activement aux activités de l'organisation pour la rendre plus attractive, estimant faire du Commonwealth le porte-parole des intérêts de ses membres, surtout des petits pays (les Fidji, le Lesotho), sur la scène internationale.



« Le Rwanda est heureux d'accueillir tous les délégués et participants à Kigali pour une CHOGM 2022 sûre et productive », avait indiqué M. Kagamé dans un communiqué en 2022DR

l'empire britannique. Les États membres ont signé une chartre qui défend plusieurs grands principes comme la démocratie, les droits de l'Homme ou la liberté d'expression. Les chefs de gouvernement des États membres se réunissent tous les deux ans. Le dernier rendez-vous a eu lieu en juin 2022 au Rwanda. Par ailleurs, tous les quatre ans, les meilleurs sportifs des pays de l'organisation s'affrontent lors des Jeux du Com-

pas figé. Le Rwanda a rejoint l'organisation en 2009, tandis que le Togo vient d'y entrer cette année. Tout au long de son règne, Elisabeth II a effectué 170 visites parmi les États qui composent le Commonwealth, à l'exception des membres récents que sont le Gabon, le Cameroun, le Rwanda et le Togo. L'œuvre de la vie de la reine Elisabeth II était la consolidation et la perpétuation du Commonwealth, un instrument

exemple, beaucoup d'entre nous seraient partis », déclarait Kenneth Kaunda, le premier président de la Zambie.

Quel avenir pour le Commonwealth après Elisabeth II ?

Comme toute construction humaine, l'organisation est sujette à l'usure du temps. La reine Elisabeth II fut par la force des choses amenée à déléguer sa mission à son fils, le prince Charles et son petit-fils William. Symbole de l'avenir incertain du Commonwealth, le prince William et son épouse Kate ont récemment effectué une tournée dans les Caraïbes qui ont été émaillées de plusieurs manifestations contre l'héritage colonial de l'Empire britannique. En Australie, de nombreuses voix s'élèvent pour quitter de la monarchie. Le débat a également lieu au Canada, en Nouvelle-Zélande ou en Jamaïque. Lors du dernier sommet de juin 2022, le prince Charles, qui représentait alors la reine, avait abordé la question en ces termes : « Le Commonwealth compte en son sein des pays qui ont eu des

liens constitutionnels avec ma famille, certains qui continuent d'en avoir et de plus en plus qui n'en ont pas. Je tiens à dire clairement, comme je l'ai déjà dit, que le régime constitutionnel de chaque membre, en tant que républicain ou monarchie, relève uniquement de la décision de chaque État membre ».

Si le Commonwealth a perdu une bonne partie de son rôle politique, il reste central dans les relations diplomatiques et économiques entre les États membres, et conserve une influence culturelle forte à travers le monde. Selon certains spécialistes, le nouveau roi, Charles III, « n'a pas la foi » ni le même rapport à la nécessité du Commonwealth pour le Royaume-Uni. Dans ce siècle qui voit la fin définitive des empires et d'une nouvelle gouvernance mondiale, l'avenir du Royaume-Uni est incertain surtout après le Brexit, les velléités d'indépendance de l'Écosse, le dossier latent des deux Irlande, qui font craindre une dislocation du Commonwealth. En Afrique du Sud, les appels se multiplient depuis la mort de la reine, pour réclamer la restitution du plus grand diamant blanc du monde, la « Grande étoile d'Afrique », un « cadeau illégitime » offert à la famille royale par les autorités coloniales sud-africaines au début du 20e siècle, désormais porté par le roi Charles III. « En cette époque d'incertitudes, cette époque traversée par un sentiment trouble de déclin, elle [la reine] était un repère, une certitude », écrit le journal De Morgen, poussant à s'interroger depuis l'installation au trône du nouveau roi Charles III sur l'avenir du Royaume-Uni et du club. Le roi Charles III a toujours exprimé un vif intérêt pour la question de l'environnement et la jeunesse.

Noël Ndong

« En cette époque d'incertitudes, cette époque traversée par un sentiment trouble de déclin, elle [la reine] était un repère, une certitude »

Qu'est-ce que le Commonwealth ?

Ce sont des pays ayant en commun l'usage de l'anglais, les us et coutumes british et la nostalgie de l'empire. Le Commonwealth est une organisation politique créée en 1949 pour accompagner la décolonisation et la fin de l'empire britannique. Il regroupe cinquante-six Etats, essentiellement d'anciens membres de

monwealth. La dernière édition s'est déroulée cet été à Birmingham (Royaume-Uni). Tous les États membres sont considérés comme des partenaires libres et égaux, coopérant librement dans le même but de paix, de liberté et de progrès. Ils concentrent actuellement plus de 2,5 milliards d'individus, soit un tiers de la population mondiale. Le nombre de membres du Commonwealth n'est

d'influence pour le Royaume-Uni. Soucieuse de maintenir sa cohésion, la reine avait réussi à nouer d'étroites relations avec les chefs d'État des pays membres, notamment africains. À l'occasion, elle contribua à apaiser les tensions suscitées par ses Premiers ministres, au risque de voir certains pays africains claquer la porte de l'organisation. « Sans le leadership de la reine et son

RÉFORMES CONSTITUTIONNELLES EN CENTRAFRIQUE

La décision de la Cour constitutionnelle attendue

L'opposition centrafricaine a saisi, le 20 septembre, la Cour constitutionnelle qui doit rendre son verdict dans les prochains jours au sujet d'une nouvelle loi fondamentale.

Depuis le lancement officiel en août dernier du processus des réformes constitutionnelles en Centrafrique, une partie de l'opposition a saisi la Cour constitutionnelle pour l'annulation du décret créant le comité de rédaction de la nouvelle Constitution. Ce qui veut dire que la requête du Bloc républicain pour la défense de la Constitution (BRDC) vise l'annulation pure et simple de ce projet. L'opposition voit en cette nouvelle Constitution la levée du verrou qui permettra au président Touadera de rester au pouvoir après les deux mandats fixés par la Consti-

tution actuelle. A la manœuvre de cette mobilisation, des organisations dites « patriotes », comme le Front républicain, qui vient de se transformer en parti politique. Son leader, Héritier Doneng, veut une Constitution « du peuple » à l'opposé de celle des techniciens adoptée en 2016.

« Nous, les progressistes, disons que nous voulons une nouvelle Constitution qui reflète nos réalités sociales, économiques, environnementales. Nous voulons une Constitution évolutive pour permettre à la République centrafricaine de se développer. En 2016, il n'y a pas eu cette

opportunité. Il n'y a pas eu cette occasion. C'est juste un groupuscule de scientifiques qui se sont mis quelque part et a rédigé cette Constitution. Alors, cette fois-ci, ce sera la Constitution du peuple », a-t-il expliqué.

Cependant, du côté du gouvernement et du parlement, les choses s'accroissent pour doter la République centrafricaine d'une nouvelle Constitution en lieu et place de l'actuelle, jugée caduque et comportant plusieurs irrégularités. La Constitution du 30 mars 2016 a été rédigée pendant la transition par le Conseil national de la transition et selon le gou-

vernement actuel, elle a été faite dans la précipitation en laissant passer des énormités.

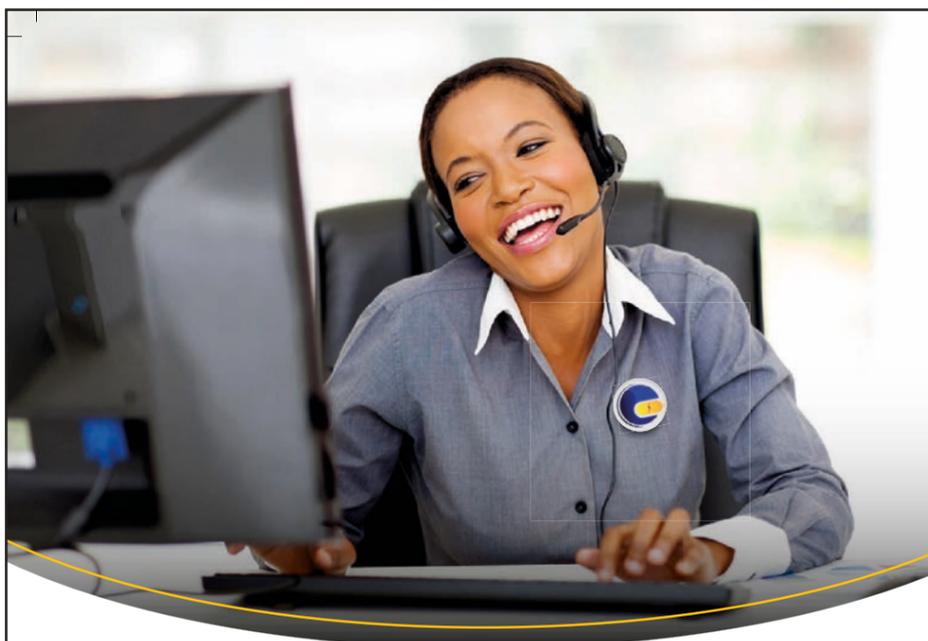
Le président de la République a expliqué que c'est la « volonté populaire » qui s'exprime depuis le début de l'année, via des marches, des pétitions, des réunions publiques demandant cette réforme.

« Fidèle à mon engagement républicain, je ne saurais rester insensible à la demande pressante de mon peuple de se doter d'une nouvelle loi fondamentale. J'ai noté que la majorité de nos compatriotes estime que notre corpus juridique ne doit pas être

immuable », a déclaré le chef de l'Etat, Faustin-Archange Touadera, en installant le comité de rédaction.

En effet, plusieurs centaines de milliers de personnes avaient manifesté, le 6 août dernier, demandant une nouvelle Constitution. Les manifestants estiment que la Constitution actuelle a été une copie collée empêchant, par exemple, les jeunes de moins de 35 ans de postuler comme candidats à la présidentielle. Les femmes sont aussi pour la plupart empêchées à cause des conditions liées aux propriétés bâties.

Yvette Reine Nzaba



La Direction Générale de la société Energie Electrique du Congo en sigle E²C, porte à la connaissance de son aimable clientèle la mise en service de la phase test de son call center au numéro 42-42, disponible 24h/24 et 7j/7.

Le 42-42 vous permet d'être en contact avec un opérateur pour vos doléances ou pour signaler tout problème en lien avec la société Energie Electrique du Congo.

La Direction Générale de Energie Electrique du Congo vous rassure de sa franche collaboration.

La Direction Générale



ENERGIE ELECTRIQUE DU CONGO

**POUR TOUTE DOLEANCE
COMPOSEZ LE**

4242
24H/24 et 7j/7



AVIS D'APPEL A MINIFESTATION D'INTERET

Réf: AMI/ENTREPOTMOS/202209-04

Dans le cadre du Projet « Renforcement de la résilience des populations et des institutions locales face aux risques de catastrophes en République du Congo », financé par DG ECHO, la Croix-Rouge française en partenariat avec la Croix-Rouge Congolaise souhaite contractualiser avec un prestataire pour la construction d'un entrepôt avec bureaux et guérite à Mossaka.

Nous invitons les entreprises souhaitant soumissionner à ce marché à venir retirer le dossier de consultation à la Croix-Rouge Française au plus tard le 28/09/2022 à 16h30 minutes (heure du Congo) à l'adresse suivante 'muni d'une clé USB':

Croix-Rouge Française :
Congo-Brazzaville, 132, Avenue Maréchal Lyautey en face du CHU
Téléphone : +242 05 069 70 79 / +242 05 301 13 43 /
+242 05 206 62 22

La remise des dossiers d'appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) est fixée au 10/10/2022 avant 16h30min.

Tarif 50.000f

**FORMATION
MAKEUP**

20 sept

Trousseau offert à l'inscription

- Pinceaux
- Gloss
- Crayon
- Concealer
- Et d'autres surprises

Moment d'échange

- Maquillage de jour
- Maquillage classique
- Maquillage nude
- Maquillage soirée

Conférence de fin de formation

COMMENT LANCER SON BUSINESS A PARTIR DE RIEN

7 Jours de formation

Nos contacts : @dnkcoiffure @dnkcoiffure +242 05 398 9216

INSÉCURITÉ À L'EST DE LA RDC

Félix Tshisekedi estime que l'heure a sonné de casser à jamais le cycle infernal

Sans ambages ni circonlocutions, le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi, du haut de la tribune de la 77^e session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies, a dénoncé « avec la dernière énergie » l'agression dont son pays est aujourd'hui victime de la part du Rwanda, « sous couvert d'un groupe terroriste dénommé M23 ».

Décrivant le contexte sécuritaire à l'Est de la République démocratique du Congo (RDC), le président Antoine-Félix Tshisekedi a livré tous les éléments censés permettre à la communauté des nations un meilleur décriptage de la situation sur le terrain. Une situation qui procède des effets pervers du terrorisme dont l'Afrique paie aujourd'hui un lourd tribut avec, à la clé, des expéditions barbares menées régulièrement par des terroristes sur la population innocente.

Le chef de l'Etat a égrené ses efforts inlassables de paix déployés dans la région dès son avènement au pouvoir pour rétablir la paix et la sécurité, notamment dans les provinces de l'Ituri, du Nord et Sud-Kivu et ce, dans une approche de réconciliation avec les Etats voisins. Cependant, a-t-il fait remarquer, le mal sécuritaire continue à ronger la RDC, malgré la présence militaire massive des Nations unies au Congo et de son soutien diplomatique pendant deux ans. « En dépit de ma bonne volonté et de la main tendue du peuple congolais pour la paix, certains de nos voisins n'ont trouvé mieux que de nous remercier par l'agression et le soutien à des groupes armés terroristes qui ravagent l'Est de la RDC », s'est-il plaint, citant nommément le Rwanda comme pays agresseur via le Mouvement du 23 mars auquel il apporte un soutien massif tant en matériel de guerre qu'en hommes de troupes.

Le ras-le bol de Félix Tshisekedi Ces révélations du président Félix Tshisekedi traduisent, pour ainsi dire, son ras-le bol vis-à-vis d'une crise sécuritaire devenue cyclique. « Nous, peuple congolais, sommes décidés, cette fois-

ci, à mettre définitivement fin à l'insécurité à l'Est de notre pays, quoi qu'il en coûte », a-t-il lancé. Et d'ajouter : « L'heure a sonné de casser à jamais le cycle infernal de la violence à l'Est de la RDC pour stabiliser la Région des Grands Lacs (...) ».

Et pour éclairer la communauté des nations et mettre fin aux sempiternelles dénégations des autorités rwandaises à ce sujet, Félix Tshisekedi a réitéré la demande du gouvernement congolais faite au président du Conseil de sécurité de distribuer officiellement aux membres du Conseil le dernier rapport des experts des Nations unies sur la situation sécuritaire à l'Est de la RDC et de le faire examiner avec diligence par lui afin d'en tirer toutes les conséquences qui s'imposent sur le plan du droit de la paix et de la sécurité internationale.

Quant au prétexte dont s'est toujours servi le Rwanda pour justifier ses incursions armées en RDC, à savoir la présence des FDLR sur le sol congolais, le président Félix Tshisekedi l'a balayé d'un revers de main. Il s'agit là d'un « alibi qui n'est corroboré par aucun fait avéré sur le terrain », a-t-il indiqué, notant au passage que « les FDLR ont été décapités et réduites à néant par les FARDC, en étroite collaboration avec l'Armée rwandaise dans le cadre des opérations conjointes menées au cours de dernières années ». Qualifiant ce groupe armé de fantomatique, le chef de l'Etat a fait part de la disponibilité de son pays « pour toute action répressive contre tout groupe armé qui tenterait de troubler la paix et la sécurité dans un pays voisin et dans la région des Grands Lacs ».



Félix Tshisekedi à la tribune de l'ONU/DR nisations internationales dont il est membre ».

La rhétorique défensive rwandaise vidée de sa substance !

En guise de recommandation, le président Félix Tshisekedi a exhorté l'Organisation des Nations unies (ONU) à rendre effectif le retrait immédiat du M23 des localités occupées, et d'assurer le retour des déplacés Congolais de ces localités à leurs domiciles. Et plus, elle devrait veiller à la cessation sans condition du soutien de l'armée rwandaise à ce groupe terroriste, selon l'esprit et la lettre de la feuille de route de Luanda convenue entre la RDC et le Rwanda, et d'autres accords.

L'ONU devrait aussi s'employer à lever tout obstacle à la restructuration par la RDC de ses Forces armées et à la montée en puissance de celles-ci pour

mieux remplir leurs missions régaliennes, notamment par la levée pure et simple de toutes les mesures restrictives de l'acquisition des équipements militaires, quelle qu'en soit la forme édictée par le Conseil de sécurité. Dans la foulée, le chef de l'Etat s'est insurgé contre tout discours de haine tribale, ethnique et raciale ou xénophobe dans son pays, tout en prônant l'unité nationale. « La RDC n'est pas et ne sera jamais génocidaire », a-t-il déclaré en substance. Et de réaffirmer haut et fort « la détermination du peuple congolais et de ses dirigeants de défendre toujours jusqu'au sacrifice suprême l'intégrité territoriale, l'indépendance et la souveraineté de leur pays, dans le respect bien sûr du droit international et des engagements pris au sein des orga-

Le président Félix Tshisekedi a, en outre, appelé à la réforme de l'ONU qui semble battre de l'aile. Il a demandé la levée immédiate des sanctions contre la République du Zimbabwe et son peuple. Il a aussi évoqué les atouts dont dispose la RDC, un des principaux producteurs des minerais stratégiques essentiels à la transition énergétique, en termes de contribution à la mobilisation des alternatives crédibles à la double crise énergétique et écologique. Enfin, le chef de l'Etat a insisté sur la nécessité de poursuivre les efforts en cours tant au niveau international qu'à celui des États pour créer des espaces d'égalité du genre et des opportunités de liberté et d'action pour la femme.

Alain Diasso

Le chef de l'Etat appelé à prendre des mesures fortes contre les agresseurs

Le Mouvement des indignés de la situation sécuritaire en République démocratique du Congo (MISS/RDC), dans une réaction du 21 septembre en rapport avec le discours du chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi, devant l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (ONU), invite la RDC à rompre ses relations diplomatiques avec le Rwanda.

Le MISS/RDC note que « pointer le Rwanda plus de sept fois du haut de la tribune de l'ONU comme agresseur et responsable du désordre sécuritaire dans l'est de la RDC ne suffit pas ». Il demande au chef de l'Etat notamment de rompre les relations diplomatiques avec les bourreaux, d'expulser leurs ambassadeurs du sol congolais, de rappeler les attachés congolais basés au Rwanda et en Ouganda, et d'acti-

ver le front militaire pour chasser les RDF/M23 de Bunagana. « N'épargnez pas l'Ouganda, cent jours d'occupation est une honte ! », a lancé ce mouvement dans son compte twitter. Il promet, par ailleurs, de mener des actions de pression sur les autorités congolaises afin d'exiger la libération de la localité de Bunagana occupée depuis près de cent jours par le Rwanda sous couvert des rebelles du M23.



Les Indignés s'offusquent aussi face à « l'aveu d'impuissance lancé par le secrétaire général

de l'ONU, Antonio Guterres, de reconnaître que le M23 disposerait d'un armement lourd et plus perfectionné que celui de la mission onusienne ». Pour ces activistes, cela montre le degré d'aventurisme de la Monusco venue distraire les Congolais. « Comment, pendant vingt ans, une mission qui se dit mondiale ne peut faire face à des petits groupes armés, voire au M23 qu'elle qualifie d'une armée moderne ? », se demande le MISS-RDC. Voilà pourquoi, fait-il savoir, il a, depuis longtemps, exigé le départ de cette Monusco qui vient de prouver, par cette déclaration, qu'elle n'est là que pour alimenter la guerre et justifier sa présence pour d'autres objectifs.

Ce mouvement se demande également quelle justification les autorités congolaises, qui ont eu foi en cette mission, vont donner « pour maintenir cette coquille vide ». Il a exhorté le président de la République à prendre urgemment la décision de retrait immédiat de ces Casques bleus du territoire congolais. « Quant à nous, le Mouvement des indignés, continuons à inviter la population à s'approprier les mécanismes de sécurisation populaire, le temps que la purge et la réforme de l'armée soient effectives. Car, visiblement, le complot de balkaniser ce pays est dans l'agenda de tous les sommets internationaux et nationaux », a souligné le MISS/RDC.

Lucien Dianzenza

INVESTISSEMENT

Un prêt de 18,5 millions de dollars américains pour des projets de logement en RDC

Le conseil d'administration de Shelter-Afrique, institution panafricaine de financement et de développement du logement, a approuvé un prêt commercial de 18,5 millions de dollars américains offert à la société de développement immobilier Maison Super Development (MSD), basée au Katanga, en République démocratique du Congo (RDC), indique un communiqué de cette institution.

Le prêt de 5 ans sera utilisé pour financer trois projets en cours dans les villes de Lubumbashi et Kolwezi. Ces projets, explique Shelter Afrique, devraient contribuer considérablement au développement de l'immobilier commercial et résidentiel. « Cette facilité fait partie des solutions financières de shelter Afrique destinées à la régénération urbaine. Lubumbashi et Kolwezi sont deux villes qui se transforment progressivement en villes importantes en RDC et Shelter Afrique est heureux de soutenir le processus en s'assurant que nous fournissons une solution financière qui facilite la création d'un mélange de logements à prix abordable et d'espaces commerciaux pour stimuler les activités commerciales et l'emploi », a déclaré le directeur général par intérim de Shelter Afrique, Kingsley Muwowo.

Commentant l'accord, le directeur général de MSD, Dharmendra Kumar, s'est félicité du partenariat avec Shelter Afrique et les



efforts de ce dernier dans le développement de l'infrastructure de logement en RDC.

Autres projets

Dans un passé récent, Shelter Afrique a intensifié ses activités en RDC en poursuivant activement des projets de logement à grande échelle et à faible coût par le biais de partenariats public-privé

et de prises de participation. Cette institution a approuvé une ligne de crédit d'une valeur de 11,4 millions de dollars américains pour financer 285 prêts hypothécaires en RDC. D'autres projets financés jusqu'à présent par Shelter Afrique en RDC comprennent l'immeuble de bureaux de sept étages de Devimco à des fins de location, la Tradition, le

Concorde, l'Ambassadeur, Azda et un immeuble de dix étages à Kinshasa développé par Elolo, indique l'institution.

Shelter-Afrique est une institution panafricaine de financement et de développement du logement créée par les gouvernements africains pour répondre à la nécessité d'un système durable de fourniture de logements

et de projets d'infrastructures connexes en Afrique. Ses actionnaires sont quante-quatre pays africains, la Banque africaine de développement, la Société africaine de réassurance et le Fonds de solidarité africaine.

Elle fournit du financement par le biais de la dette, de la quasi-équité et de l'équité aux institutions publiques et privées pour des projets de logement et d'infrastructures urbaines dans les pays membres. Shelter Afrique établit des partenariats stratégiques et offre une multitude de produits ainsi que de services connexes pour soutenir la fourniture efficace de logements abordables et de biens immobiliers commerciaux. Il s'agit notamment du financement de projets, des prêts institutionnels, des prises de participation et des coentreprises, du financement du commerce et du logement social. Elle offre également des conseils pratiques et une assistance technique à un large éventail de parties prenantes du secteur.

Patrick Ndungidi



MEILLEURS
PRODUITS
D'ASSURANCES
AUX MEILLEURS
PRIX

SOCIETE YA BISO MOKO BANA MBOKA



Assurance automobile



Assurance voyage



Assurance incendie



Assurance tous risque chantier

PLUS DE 50 ANS DE METIER,
LEADER DES ASSURANCES

EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
DU CONGO

7^e CONFÉRENCE DE RECONSTITUTION DES RESSOURCES DU FONDS MONDIAL

Le ministre Jean-Jacques Mbungani représente la RDC à New York

La rencontre internationale qui réunit la grande communauté des donateurs, les partenaires ainsi que les Etats membres pour l'éradication du VIH/sida, de la tuberculose et de la malaria est organisée à New York, aux Etats-Unis, sous les auspices du président américain, Joe Biden.

Le ministre de la Santé publique, Hygiène et Prévention, Jean-Jacques Mbungani Mbanda, a pris dernièrement part à l'ouverture, à New York, du forum mondial sur le thème «Lutter pour ce qui compte». Cette réunion de haut niveau a été marquée par plusieurs allocutions prononcées par les dirigeants du Fonds mondial, dont celle du secrétaire d'Etat au département de la Santé et Human service des Etats-Unis, Xavier Becerra. Les orateurs ont mis un accent particulier sur les effets néfastes de la covid-19 ainsi que sur les efforts dans la lutte contre les autres maladies auxquelles le Fonds mondial est contributeur principal.

En sa qualité d'administrateur du Fonds mondial pour la zone Afrique centrale et de l'ouest, le ministre Jean-Jacques Mbungani a fait savoir que sa participation à ce grand forum mondial est une preuve de l'engagement du président de la République démocratique du Congo (RDC), Félix Tshisekedi, dans la mobilisation mondiale contre le sida, la malaria et la tuberculose dans le pays.

Recueillir au moins dix-huit milliards de dollars américains est le cap fixé par les Etats membres dans le strict minimum requis pour remettre la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme sur la voie du succès, afin de bâtir des systèmes résistants et pérennes de santé, renforcer la préparation aux pandémies et contribuer à un monde plus équitable et mieux protégé contre les menaces futures.



Le ministre de la Santé de la RDC/DR

« Les États-Unis monteront au créneau pour aider à l'amélioration des conditions de vie de la population avec un don de six milliards de dollars de leur gouvernement pour la reconstitution du fonds afin de réduire de 50% l'impact des maladies transmissibles »,

Selon le ministre de la Santé, la RDC va contribuer sensiblement à la reconstitution de ses ressources parce que cette organisation contribue fortement à la baisse de la mortalité causée par ces trois maladies infectieuses graves qui sévissent autant sur son territoire que dans le reste du monde. «Il est aussi impérieux de lutter pour ce compte. Car ce qui compte c'est l'avenir de l'humanité», a déclaré le patron de la Santé en RDC.

Pour sa part, Xavier Becerra a plaidé afin que les Etats membres et parties prenantes luttent de concert pour un plein engagement contre ces maladies transmissibles qui endeuillent le monde chaque jour. Et ces pathologies touchent particulièrement les personnes vulnérables, dont les enfants et les femmes qui sont considérés comme la population cible.

« Les États-Unis monteront au créneau pour aider à l'amélioration des conditions de vie de la population avec un don de six milliards de dollars de leur gouvernement pour la reconstitution du fonds afin de réduire de 50% l'impact des maladies transmissibles », s'est-il engagé.

Donc, la septième reconstitution des ressources du Fonds mondial est le meilleur moment pour faire bouger les choses. Il s'agit de mettre à profit le pouvoir des partenariats du secteur privé pour éliminer les épidémies de VIH, de tuberculose et de paludisme à l'horizon 2030.

Blandine Lusimana

ATTEINTE À LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

Deux journalistes agressés par les fidèles d'une église à Kinshasa

L'Observatoire de la liberté de la presse en Afrique (Olpa) a énergiquement réagi contre l'agression brutale de Didier Kiku et Trésor Bazola, respectivement journaliste et cameraman à Tokomi wapi TV, station privée émettant dans la capitale congolaise.

L'Olpa note qu'il s'agit manifestement d'une atteinte grave à la liberté de la presse garantie par la législation nationale et les instruments juridiques internationaux relatifs aux droits de l'homme. Selon lui, les deux professionnels de médias ont été agressés, le 18 septembre, par un groupe de dissidents de l'Eglise évangélique libre de l'Afrique (EELD'A), dans la commune de Kinshasa, alors qu'ils effectuaient un reportage sur un rassemblement organisé par un autre groupe des fidèles de la même église qui exigeaient la reprise du culte et le départ du responsable contesté de cette église, Romain Tshunza.

Cette organisation non gouvernemen-



tale a fait, par ailleurs, savoir que Didier Kiku et Trésor Bazola ont été séquestrés pendant plusieurs heures dans l'enceinte de cette église par quelques dissidents proches du responsable contesté. « La caméra a été endommagée et leurs effets personnels extorqués. Trésor Bazola s'en est sorti avec des lésions corporelles au niveau du cou », a expliqué l'Olpa, dans un communiqué du 20 septembre. Il a exhorté, par voie de conséquence, les dirigeants de EELD'A à diligenter une enquête interne pour identifier les auteurs de ces actes afin qu'une action disciplinaire soit ouverte à leur rencontre.

Lucien Dianzenza

CLIMAT DES AFFAIRES

Le gouvernement informé de la spoliation de la Baie de Ngaliema

Actionnaire d'Utexafrica, ancien fleuron de l'industrie rd-congolaise, le groupe Texaf n'est plus à présenter en République démocratique du Congo. Spécialisé dans le domaine du textile, il a perdu de sa superbe au cours des décennies. Aujourd'hui, c'est le tour de son patrimoine foncier de faire l'objet d'une forte convoitise. Reçu en audience à la primature, son CEO, Jean-Philippe Waterschoot, a exprimé ses profondes inquiétudes au Premier ministre, Jean-Michel Sama Lukonde. L'autre crainte majeure est que la zone lotie anarchiquement est inondable.

Le lotissement des abords de la rivière Makelekele, plus précisément la partie située derrière la grande concession de l'Utexafrica, préoccupe au plus haut point les autorités du groupe Texaf. En effet, le 20 septembre dernier, son président, Jean-Philippe Waterschoot, a présenté une situation dramatique du patrimoine foncier de son entreprise au Premier ministre, Jean-Michel Sama Lukonde. Il ressort de l'entretien entre les deux personnalités qu'une tentative de spoliation du terrain de l'Utexafrica est bien en phase d'exécution. La partie menacée est située entre l'avenue Colonel Mondjiba et le fleuve Congo. Il s'agit, a-t-il rappelé, d'un terrain qu'occupe Utexafrica depuis les années 1926. Pour donner tout son poids politique à la démarche entreprise auprès du Premier ministre, la délégation de Texaf était accompagnée par



Étiquette : Cité de la baie de Ngaliema

le président de la Fédération des entreprises du Congo, Albert Yuma. Ce dernier, lors des échanges avec la presse, a confirmé un véritable état de malaise. « Si nous sommes venus voir le Premier ministre aujourd'hui, c'est que nous sommes confrontés à un problème grave qu'on n'ar-

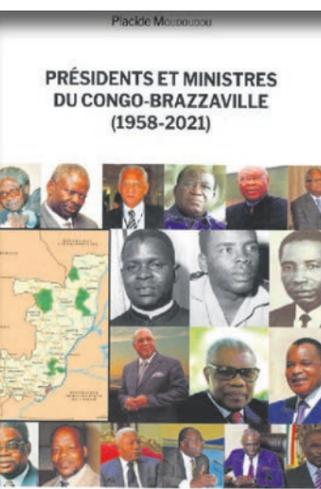
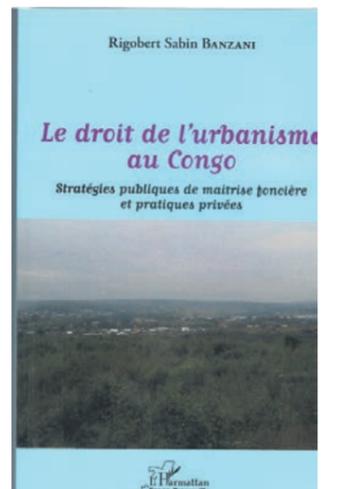
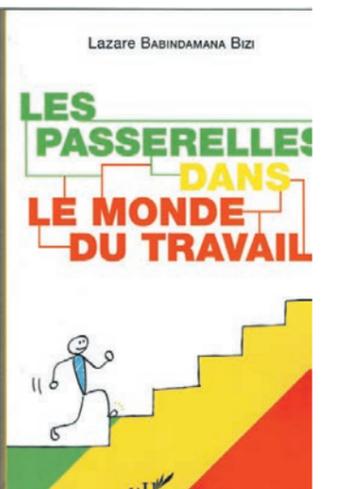
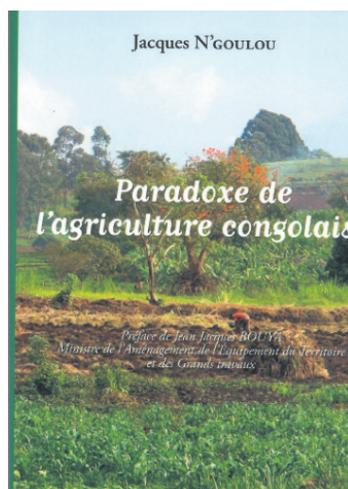
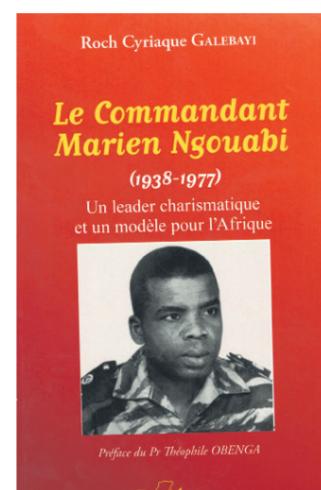
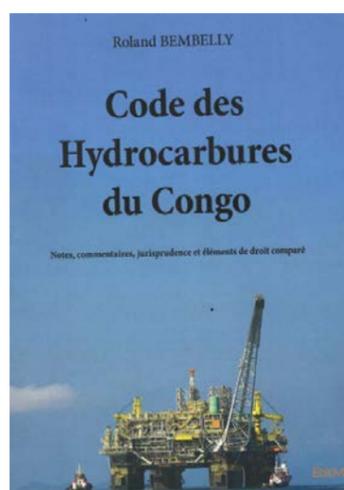
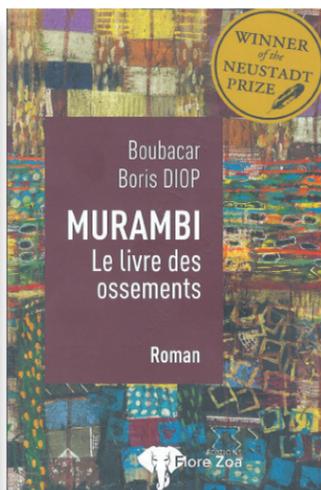
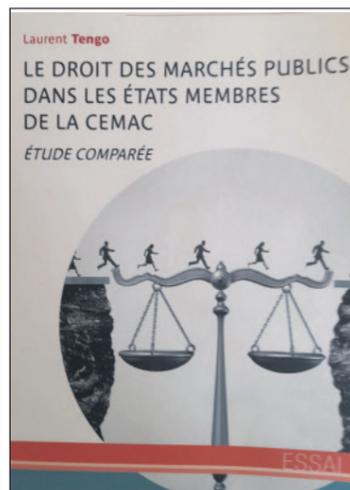
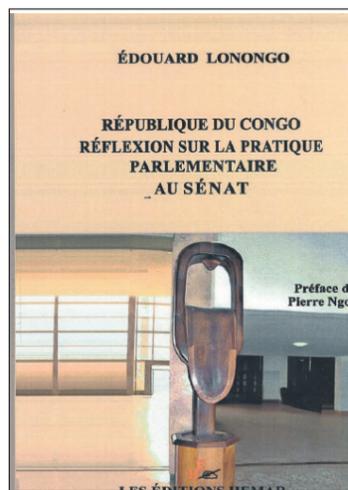
rive pas à résoudre depuis plusieurs mois. Le groupe Texaf est victime d'une tentative de spoliation de terrain d'Utexafrica ». Comme l'a indiqué le patron des patrons, « il y a des personnes privées, sous couvert d'un arrêté ministériel, qui sont venues casser les murs de clôture

d'Utexafrica avec un engin lourd, casser le mur le long de la rivière Makelekele ». Pour l'heure, il n'y a eu aucune avancée dans les discussions avec les autorités du pays. « Après plusieurs tentatives infructueuses vers les autorités qu'on pensait être en charge, nous avons eu la chance

d'obtenir l'audience avec le Premier ministre pour lui expliquer ce sujet qui est un problème grave pour le climat des affaires en RDC », a-t-il indiqué. Le dénouement de cette affaire représente un enjeu majeur dans les efforts de la RDC d'instaurer un meilleur climat des affaires. « Avec de telles situations, ça complique la chose. C'est pour cela que j'ai accompagné cette délégation du CEO du groupe Texaf », a poursuivi Albert Yuma. L'appel direct au Premier ministre vise à trouver une rapide solution face à cette situation des lotissements illicites sur le site d'Utexafrica. Lors des discussions, le groupe Texaf a insisté sur le fait que la Baie de Ngaliema constitue une zone inondable 7 mois sur 12. Réagissant à cette requête, Sama Lukonde a promis une réponse rapide aux doléances de la délégation. Une affaire à suivre.

Laurent Essolomwa

LIBRAIRIE LES MANGUIERS EN VENTE



INVESTISSEMENT

Un prêt de 18,5 millions de dollars américains pour des projets de logement en RDC

Le conseil d'administration de Shelter-Afrique, institution panafricaine de financement et de développement du logement, a approuvé un prêt commercial de 18,5 millions de dollars américains offert à la société de développement immobilier Maison super Development (MSD), basée au Katanga, en République démocratique du Congo (RDC), indique un communiqué de cette institution.

Le prêt de 5 ans sera utilisé pour financer trois projets en cours dans les villes de Lubumbashi et Kolwezi. Ces projets, explique Shelter-Afrique, devraient contribuer considérablement au développement de l'immobilier commercial et résidentiel. « Cette facilité fait partie des solutions financières de shelter-Afrique destinées à la régénération urbaine. Lubumbashi et Kolwezi sont deux villes qui se transforment progressivement en villes importantes en RDC et Shelter-Afrique est heureux de soutenir le processus en s'assurant que nous fournissons une solution financière qui facilite la création d'un mélange de logements à prix abordable et d'espaces commerciaux pour stimuler les activités commerciales et l'emploi », a déclaré le directeur général par intérim

de Shelter-Afrique, Kingsley Muwowo.

Commentant l'accord, le directeur général de MSD, Dharmendra Kumar, s'est félicité du partenariat avec Shelter-Afrique et les efforts de ce dernier dans le développement de l'infrastructure de logement en RDC.

Autres projets

Dans un passé récent, Shelter Afrique a intensifié ses activités en RDC en poursuivant activement des projets de logement à

grande échelle et à faible coût par le biais de partenariats public-privé et de prises de participation. Cette institution a approuvé une ligne de crédit d'une valeur de 11,4 millions de dollars américains pour financer 285 prêts hypothécaires en RDC. D'autres projets financés jusqu'à présent par Shelter-Afrique en RDC comprennent l'immeuble de bureaux de sept étages de Devimco à des fins de location, la Tradition, le Concorde, l'ambassadeur, Azda et un immeuble de

dix étages à Kinshasa développé par Elolo, indique l'institution. Shelter-Afrique est une institution panafricaine de financement et de développement du logement créée par les gouvernements africains pour répondre à la nécessité d'un système durable de fourniture de logements et de projets d'infrastructures connexes en Afrique. Ses actionnaires sont quante-quatre pays africains, la Banque africaine de développement, la Société africaine de réassurance et le Fonds

de solidarité africaine.

Elle fournit du financement par le biais de la dette, de la quasi-équité et de l'équité aux institutions publiques et privées pour des projets de logement et d'infrastructures urbaines dans les pays membres. Shelter-Afrique établit des partenariats stratégiques et offre une multitude de produits ainsi que de services connexes pour soutenir la fourniture efficace de logements abordables et de biens immobiliers commerciaux. Il s'agit notamment du financement de projets, des prêts institutionnels, des prises de participation et des coentreprises, du financement du commerce et du logement social. Elle offre également des conseils pratiques et une assistance technique à un large éventail de parties prenantes du secteur.

Patrick Ndungidi

« Cette facilité fait partie des solutions financières de shelter-Afrique destinées à la régénération urbaine. Lubumbashi et Kolwezi sont deux villes qui se transforment progressivement en villes importantes en RDC et Shelter-Afrique est heureux de soutenir le processus en s'assurant que nous fournissons une solution financière qui facilite la création d'un mélange de logements à prix abordable et d'espaces commerciaux pour stimuler les activités commerciales et l'emploi »

SITUATION CARCÉRALE EN RDC

La FBCP fustige l'immobilisme des autorités politico-judiciaires

La Fondation Bill Clinton pour la paix (FBCP) regrette que rien ne soit mis en place pour l'amélioration de la situation carcérale, malgré la publication, le 23 août dernier, de son rapport sur la surpopulation des prisons et la recommandation de la ministre en charge de la Justice, Rose Mutombo Kiese, faite aux magistrats pour un contrôle judiciaire dans les parquets, cours et tribunaux sur toute l'étendue du pays et principalement dans la prison centrale de Makala et la prison militaire de Ndolo.

La FBCP, pour se convaincre de l'immobilisme des autorités politico-judiciaires face à toutes les dénonciations faites, cite sa délégation descendue le 20 septembre à la prison centrale de Makala pour un travail de monitoring. « Il est difficile pour nous de marcher ou de faire les cent pas parce qu'il y a des gens partout, voire dans les toilettes, transformées en dortoir par manque d'espace », a indiqué un prisonnier à cette délégation. Selon cette fondation, la situation des détenus devient de plus en plus insupportable à cause de la surpopulation et d'autres carences logistiques et sanitaires.

« Où est l'État de droit ? Parce qu'un prisonnier a le droit de vivre comme tout le monde, surtout que 80 % des pensionnaires de cette prison ne sont que des détenus préventifs. Et dans un État de droit, lorsqu'un détenu est décédé en prison, l'État devrait dédommager sa famille. Mais hélas ! », a souligné la FBCP dans son communiqué du 21 septembre signé par son président, Emmanuel Adu Cole. Elle a fait savoir que sa délégation a visité plusieurs personnes, en commençant par le pavillon 9 réservé aux femmes où il y a 261 détenues. A l'en croire, il y a dans ce pavillon vingt-cinq femmes et deux enfants accompagnés de leurs mères transférées de Bunia, dans



Emmanuel Adu Cole et son collègue, lors de la présentation d'un rapport sur les prisons en RDC/Adiac

la province de l'Ituri. La FBCP indique qu'il y a également dans ce pavillon une vingtaine de femmes qui souffrent des troubles comportementaux. « Selon certains témoins, celles-ci mangent leurs propres excréments et dérangent tout le monde. Toutes sont accusées de participation à un mouvement insurrectionnel », a-t-elle souligné, se demandant comment les autorités peuvent-elles se permettre de mélanger des détenus qui ont des problèmes comportementaux aux autres.

L'Organisation non gouvernementale (ONG) fait, par ailleurs, savoir que sa délégation a aussi

rencontré l'ancien vice-président de l'Assemblée nationale, Jean-Marc Kabund, qui, très fâché, a sollicité des défenseurs des droits de l'homme de dire au peuple congolais que l'Etat refuse d'appliquer la décision de sa mise en résidence surveillée. « Il réclame un procès public et médiatisé. Si non, il ne comparaitrait pas devant le tribunal », a fait savoir la FBCP. Sa délégation a, en outre, rencontré le lieutenant-général Philémon Yav, ancien commandant de l'armée en Ituri, transféré à la prison centrale de Makala, le 19 septembre dernier. Celui-ci, qui continue à clamer

son innocence, aurait souligné sa confiance en la justice congolaise qu'il attend faire son travail.

Plus de six-cents militaires à la prison centrale de Makala

Dans son monitoring de ce lieu carcéral, la FBCP y a identifié 614 militaires dont six généraux détenus. « Notre crainte est celle d'une possible évasion qui pointe à l'horizon à la prison centrale de Makala si rien n'est fait dans l'immédiat pour trouver la solution, notamment sur le transfert de ces militaires dans des prisons leur réservées », a indiqué la FBCP, affirmant avoir aus-

si constaté le manque en stocks des médicaments depuis un mois alors que certains ne sont arrivés que le 20 septembre. Les effectifs actuels de la prison centrale de Makala, indique-t-elle, signalent 10 00 détenus dont 2 573 seulement sont condamnés.

Cette ONG réitère ainsi son cri d'alarme en direction des autorités politico-judiciaires, particulièrement au président de la République, qui est le commandant suprême de la magistrature, de peser de tout son poids pour que la justice congolaise respecte la Constitution du 18 février 2006 et les lois judiciaires en matière de détention préventive et la prononciation des arrêts dans les délais prévus par la loi. « Et, nous lui demandons également de prendre des sanctions très sévères contre les magistrats indisciplinés sans distinction de race, province ou appartenance », a souligné cette ONG. Elle attend que l'Assemblée nationale fasse le contrôle sur les ministres et demande au gouvernement de respecter la Constitution du 18 février 2006 et autres instruments juridiques nationaux et internationaux signés et ratifiés par le pays. Quant à la communauté internationale, il lui est demandé d'envisager des sanctions contre la RDC pour non-assistance à personne en danger de mort.

Lucien Dianzenza

CINÉMA

Les participants au Ficomp saluent l'échange d'expérience prôné par les organisateurs

Michael Gandoh, promoteur et délégué général du Festival international du court-métrage La Pointe-Noire (Ficomp), a animé le 20 septembre une conférence de presse en compagnie des participants audit festival venus du Congo et d'ailleurs.

La quatrième édition du Ficomp a été ouverte le 21 septembre sur le thème «Euvrez pour la génération actuelle et garantir la relève pour le cinéma de demain». Elle va mettre en exergue la collaboration et l'échange d'expériences entre les acteurs, les réalisateurs et les autres artistes qui excellent dans d'autres genres artistiques invités au festival.

«Nous sommes un festival qui donne à chaque artiste l'occasion de s'exprimer; ainsi se justifie la présence de Black Sam, un artiste-rappeur et Nodge Mack, un autre musicien qui vient de Brazzaville», a dit Michael Gandoh en présentant les différents invités au nombre desquels Henoc Kiyombo et Kevin Mavakala, deux réalisateurs venus de la République démocratique du Congo; Dinél De Souza; réalisateur Harvin Isma, acteur du Congo Brazzaville qui vont échanger à travers les rencontres professionnelles et ateliers pendant ces retrouvailles autour du septième art.

« C'est important de travailler ensemble. On se bat pour trouver une identité. Si nous

réussissons cette démarcation, chacun de nous va se retrouver et vivre véritablement de son art comme les cinéastes du Nigeria, de la France ou des Etats-Unis» a ajouté Enoch Kiyombo, un jeune réalisateur formé à l'Institut national des arts de Kinshasa. Après sa formation, il s'est lancé dans la carrière de cinéaste avec un succès certain puisque quelques-uns de ses courts métrages ont déjà été couverts de lauriers. Son expérience et son savoir-faire, il va les partager en animant le master class sur le jeu d'acteur qui permet, par exemple, à l'enfant de s'éveiller et de briser la timidité. «Chaque année, l'on apprend des nouvelles techniques qui enrichissent nos connaissances, c'est cela qui nous permet d'avancer dans notre travail», a renchéri Michael Gandoh.

Selon le promoteur du Ficomp, les cinéastes ou acteurs qui viennent d'ailleurs apportent une autre identité culturelle qui fait développer ce festival.

Notons que cette édition lancée



La tribune lors de la conférence de presse avant le Ficomp/Adiac

le 21 septembre va prendre fin le 24 septembre avec la soirée de gala à Canal Olympia. Près de vingt films d'Afrique et d'Europe seront projetés à l'Institut fran-

çais du Congo, au Centre culturel Jean-Baptiste-Tati-Loutard, à Canal Olympia pendant quatre jours. En marge du festival, des rencontres professionnelles, des

échanges, des ateliers, masterclass, sans oublier le marché international du cinéma et de la création sont prévus.

Hervé Brice Mampouya

LITTÉRATURE

« Historiettes sur la vie conjugale et l'amitié » d'Abdoul Karim Kéita

Le roman de 96 pages, édité par L'Harmattan, s'adresse aux personnes de tout âge. L'auteur prône, à travers ce livre, les valeurs sociétales.

L'ouvrage « Historiettes sur la vie conjugale et l'amitié » comporte deux parties. La première, « Les péripéties de la vie conjugale d'Amadou, l'orphelin », est le récit d'Amadou, recueilli par son oncle qui lui propose sa fille en mariage. Les caprices de sa cousine vont l'amener à se remarier à Assétou. Ses bienfaits étaient reconnus dans son quartier, elle rendait de nombreux services à ses voisins.

La seconde partie, « Une amitié sans faille », relate l'histoire de Zankè et Ntji, deux garçons du même âge inscrits dans la même école, l'un issu d'une famille nécessiteuse et l'autre d'une famille riche. Après avoir comblé la famille de Ntji de nourriture, de lits et autres biens jusqu'à lui offrir une maison, la famille de Zankè était très heureuse d'avoir rendu ce service.

Le message véhiculé c'est le changement de comportement, c'est-à-dire renouer avec les valeurs ancestrales. « Nous avons abandonné nos valeurs ancestrales

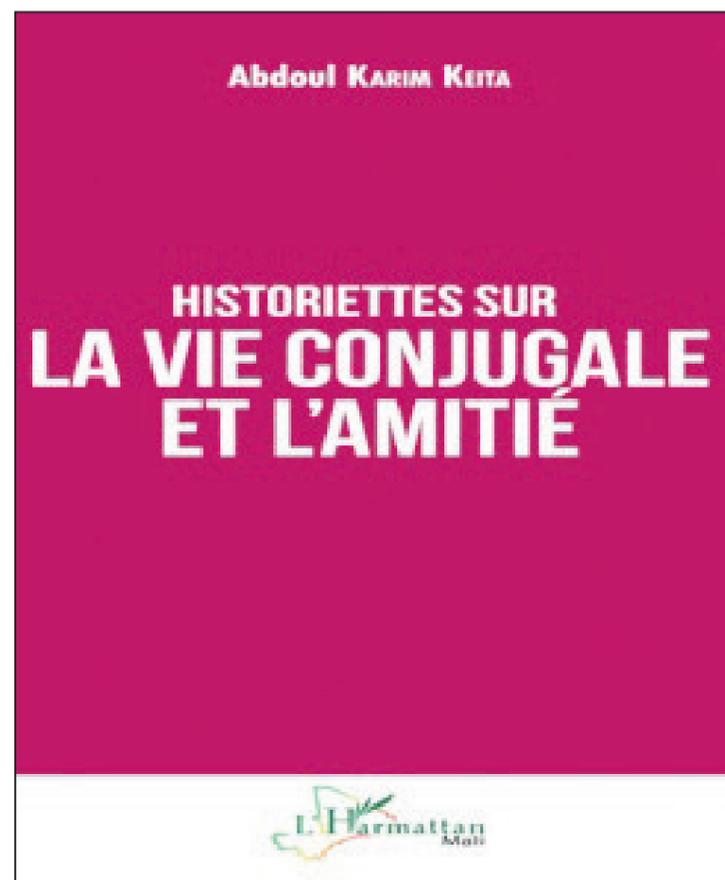
au profit de l'Occident. Il est donc temps qu'on enseigne ces valeurs à nos enfants », a fait savoir l'auteur.

La quintessence de ce livre se découvre à travers les leçons d'amour, de solidarité que les personnages partagent. Ces vertus apportent aux familles et à la société la paix et le bien-être.

Abdoul Karim Kéita est issu de la famille fondatrice de Nara Soninké. Après ses études techniques et professionnelles, il a travaillé de 1987 à 1999 à l'organisation non gouvernementale Helvelas, dans le cadre d'un projet de forage à Bougouni et a participé de 1994 à 1996 au projet forêt et sécurité alimentaire de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, à Sikasso. Il est le contrôleur général du complexe scolaire la lanterne.

Son livre « Historiettes sur la vie conjugale et l'amitié » est disponible en version papier et numérique.

Rosalie Bindika



VOLLEYBALL

Le Congo abritera les championnats de la Zone 4

La Confédération africaine de volleyball a attribué au Congo l'organisation de la neuvième édition des championnats de la Zone 4 des clubs champions seniors (messieurs et dames), dans une correspondance qu'elle a adressée à la Fédération congolaise de volleyball (Fécovo).

« Dans l'optique de promouvoir, vulgariser et développer la pratique du volleyball au plan national et international, la Confédération africaine de volleyball zone(CAVB) 4 a confié à la Fédération congolaise de la discipline l'organisation de la neuvième édition des championnats des clubs de la zone 4 messieurs et dames. Cette compétition se jouera dans le respect des gestes barrières édictés par le gouvernement congolais », peut-on lire dans la note datant du 11 septembre.

La compétition va se disputer du 7 au 20 novembre à Brazzaville et mettra aux prises les équipes championnes de la République démocratique du Congo, du Gabon, du Cameroun, de la République centrafricaine, du Tchad et du Congo.

La Fécovo compte sur l'appui de ses partenaires pour le succès et la visibilité de cette compétition, précisant, par ailleurs, que l'accompagnement qu'elle sollicite auprès du ministère des Sports n'est pas financier mais plutôt administratif. Brazzaville a été, en effet, choisie parce qu'elle possède de bonnes infrastructures sportives. « Nous venons auprès de votre bienveillance solliciter l'utilisation du gymnase Henri-Elendé, du 5 au 20 novembre, pour le déroule-



Un match de volleyball à GAdiac

ment de cette activité phare de notre zone », a écrit la Fécovo au ministre.

La note de la CAVB indique que les frais de transport international et de séjour sont à la charge des délégations. Pour faciliter

le déplacement des délégations, la Fécovo a sollicité auprès du parc-auto la mise à disposition de quatre bus (Coaster), une Hiace, quatre voitures légères et deux bus «King long». La Fécovo s'appuie sur cette compétition

pour mieux préparer les futures échéances, notamment, les Jeux africains d'Accra, au Ghana, en 2023, et la Coupe d'Afrique des nations (CAN) la même année. Pour cette dernière compétition, il faudra passer par la phase zonale afin d'assurer la qualification à la phase finale. En vue d'éviter le désagrément causé par les problèmes financiers, la Fécovo, qui tient à participer à ces deux compétitions majeures, se prononce pour organiser le tournoi zonal qualificatif à la CAN.

James Golden Eloué

« Nous venons auprès de votre bienveillance solliciter l'utilisation du gymnase Henri-Elendé, du 5 au 20 novembre, pour le déroulement de cette activité phare de notre zone »

STAGE DES LÉOPARDS

Mbemba, Bope, Bakambu et Sila Katompa absents à Casablanca

Après le premier entraînement des Léopards de la République démocratique du Congo (RDC) actuellement en stage à Casablanca, au Maroc, pour le compte de la trêve Fédération internationale de football association (Fifa), le sélectionneur Sébastien Desabre fait le point de la situation de l'effectif où l'on signale quelques absences importantes.

Sébastien Desabre a fait la première évaluation de son groupe actuellement en stage au Maroc. La RDC, a-t-il dit, disputera deux matches amicaux Fifa contre le Burkina Faso, le 23 septembre, et la Sierra Leone, le 29 septembre. Vingt-huit joueurs ont été appelés pour ce stage dans la ville portuaire du Royaume chérifien.

Mais l'on note des absences. Chancel Mbemba, par exemple, ne pourra plus venir, blessé lors du match nul (un but partout) entre l'Olympique de Marseille et Rennes, en L1 Française. Le milieu récupérateur Merveille Bope Bokadi est également forfait pour ce stage. Il a ressenti des douleurs après le dernier match avec le Standard de Liège, en Belgique. « Cédric Bakambu vient d'avoir un transfert pour un nouveau



Les Léopards en stage à Casablanca, au Maroc/DR

club, donc il est resté pour l'intégration et Sila Katompa de Stuttgart n'a pas répondu favorablement à l'appel de la sélection », a

fait savoir Sébastien Desabre sur la situation de l'effectif. Il a mentionné l'arrivée du milieu défensif Edo Kayembe de Watford en Championship (D2

Angleterre) et du nouveau buteur de Besiktas en Turquie, Jackson Muleka.

A propos des objectifs à atteindre du stage, le technicien

français a indiqué qu'il s'agit en premier de prendre contact avec les joueurs. « Le deuxième objectif, c'est de mettre en place le premier mode de fonctionnement sur le terrain et en dehors du terrain, et enfin d'évaluer les joueurs au cours des deux matches amicaux qu'on va livrer contre le Burkina Faso et la Sierra Leone », a souligné Sébastien Desabre.

Il a fait remarquer que « les premiers contacts ont été bons. On a fait un entraînement hier avec un effectif réduit. Donc, on a déjà fait passer certains messages et je sens une attention, un attachement particulier pour la sélection nationale. Il y a une énergie de travail qui est bonne et j'espère qu'on va tenter de la garder jusqu'à la fin du stage ».

Martin Engimo

CONFLIT UKRAINIEN

La montée des craintes

Pour de nombreux observateurs, plus le conflit entre la Russie et l'Ukraine perdure, plus le monde s'expose à une menace nucléaire aux conséquences imprévisibles.

Va-t-on vers un conflit de grande ampleur entre la Russie et l'Occident à partir de celui en cours actuellement en Ukraine ? Depuis que la Russie a décidé son opération militaire spéciale dans le but, se défendait le président Vladimir Poutine le 25 février, de « démilitariser » et « dénazifier » son voisin accusé d'être la tête de pont de la menace occidentale contre la Fédération de Russie, la situation sur le terrain reste préoccupante.

D'une part, les deux pays ne sont pas prêts à négocier, malgré quelques offres timides entreprises en Biélorussie et en Turquie il y a plusieurs mois, de l'autre, l'acheminement en faveur de Kiev d'importantes quantités d'armes, de munitions et certainement d'hommes par les pays de l'Alliance atlantique rapproche le monde d'une troisième guerre mondiale dans laquelle, probablement, en raison des appréhensions des belligérants, les armes nucléaires pourront être utilisées. « *L'objectif de l'Occident est de détruire la Russie* », a encore répété le chef du Kremlin, le 21 septembre, dans une allocution teintée de menace comme

celle qui avait précédé le conflit, mais cette fois Vladimir Poutine a annoncé son intention d'utiliser toutes les armes en sa possession « pour défendre le peuple russe », s'il était avéré qu'une menace existentielle pèserait sur son pays. Ces déclarations font écho aux appels à la tenue de référendums dans plusieurs

territoires prorusses d'Ukraine (Donbass, Lougansk, Zaporijia, Kherson) que le président russe dit exposés aux actes « terroristes » de néonazis. Le 24 septembre, le conflit en Ukraine franchira le cap de sept mois depuis son éclatement. Une longue période durant laquelle la diplomatie a échoué à construire des passerelles et laissé se former deux blocs opposés avec d'un côté les pays occidentaux qui sont debout contre l'« agresseur » russe, et de l'autre la Fédéra-

tion de Russie. Engagée seule dans son « opération militaire spéciale », elle peut compter sur la « compréhension » d'un certain nombre d'alliés potentiels, pour la plupart membres des BRICS (1), ou encore les Etats ayant choisi de ne pas prendre parti. Les votes se succèdent aux Nations unies sur la condamnation de l'action de Moscou et montrent combien la division est palpable entre les pays. Dans cette optique, le rapprochement entre la Russie et la Chine peut être considéré comme l'axe tangible d'un nouveau rideau de fer moins virtuel que celui déployé sous la guerre froide le siècle dernier. Agacé par le discours de Washington sur Taïwan, notamment quand le président Joe Biden déclare que les Etats-Unis interviendront au besoin militairement si Taipei était envahie par la Chine,

l'empire du milieu avertit pour sa part que son territoire est inviolable et toute ingérence de quelque puissance que ce soit verra une réponse vigoureuse de son gouvernement. Taïwan est, en effet, considéré comme faisant partie intégrante de la Chine et la mise en œuvre du projet de réunification auquel Beijing tient tant n'est jamais

Moscou s'est fixé comme objectif final de soutenir l'indépendance des territoires mentionnés plus haut, on imagine que l'accomplissement de celui-ci coûtera à l'Ukraine une bonne partie de ses frontières. Les soutiens de Kiev ne l'entendent pas de cette oreille et poursuivent autant que faire se peut l'isolement de Moscou par un train de sanctions qui touchent tous les secteurs de la vie de ce pays. Quand bien même l'efficacité de ces sanctions décrétées en 2014 suite à l'annexion de la Crimée par la Russie alimente la controverse sur le Vieux continent, il n'est pas certain que Bruxelles revienne sur ses positions. Il n'est pas exagéré de dire qu'avec ce conflit se joue le sort de l'humanité. L'Europe ayant toujours été au cœur des bouleversements de la communauté mondiale, il est temps qu'émergent dans les autres quartiers de la planète des énergies capables de promouvoir la paix et la quiétude. Plus que jamais ? L'Afrique a un rôle à jouer dans le moment présent.

Gankama N'Siah

(1) BRICS : Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud.

Le 24 septembre, le conflit en Ukraine franchira le cap de sept mois depuis son éclatement. Une longue période durant laquelle la diplomatie a échoué à construire des passerelles.

cou et montrent combien la division est palpable entre les pays. Dans cette optique, le rapprochement entre la Russie et la Chine peut être considéré comme l'axe tangible d'un nouveau rideau de fer moins virtuel que celui déployé sous la guerre froide le siècle dernier. Agacé par le discours de Washington sur Taïwan, notamment quand le président Joe Biden déclare que les Etats-Unis interviendront au besoin militairement si Taipei était envahie par la Chine,

qu'une question de temps, selon les autorités chinoises. Le conflit s'éternisant, l'appel à la mobilisation « partielle » des réservistes par le président russe est aussi un signe qu'il n'y a pas une date envisagée pour la fin du conflit. Les semaines dernières ayant été marquées par une percée des troupes ukrainiennes dans des zones naguère sous contrôle russe, tout indique que les deux camps se réarment davantage et sont déterminés à se battre jusqu'au bout.

territoires prorusses d'Ukraine (Donbass, Lougansk, Zaporijia, Kherson) que le président russe dit exposés aux actes « terroristes » de néonazis. Le 24 septembre, le conflit en Ukraine franchira le cap de sept mois depuis son éclatement. Une longue période durant laquelle la diplomatie a échoué à construire des passerelles et laissé se former deux blocs opposés avec d'un côté les pays occidentaux qui sont debout contre l'« agresseur » russe, et de l'autre la Fédéra-

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU

L'Afrique dénonce deux poids, deux mesures

Dans son discours prononcé le 20 septembre, à l'ouverture de la 77e Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (ONU), le président du Sénégal et de l'Union africaine (UA), Macky Sall, a interpellé le Conseil de sécurité « afin qu'il traite de la même manière toutes les menaces à la paix et à la sécurité internationale, y compris en Afrique ».

« *Le terrorisme qui gagne du terrain sur le continent n'est pas qu'une affaire africaine. C'est une menace globale qui relève de la responsabilité première du Conseil* », a déclaré Macky Sall, appelant l'ONU à mieux s'engager dans la lutte contre le terrorisme « avec des mandats plus adaptés et des moyens plus conséquents ».

En outre, le président de l'UA a rappelé la nécessité pour l'Afrique de siéger au Conseil de sécurité de l'ONU. Pour lui, il est temps d'instaurer une gouvernance mondiale plus adaptée aux réalités présentes. L'Afrique, selon lui, doit sortir de la marginalisation qui consiste à la maintenir loin des décisions concernant le monde.

« *L'Afrique a assez subi le poids de l'histoire, et elle ne veut plus être le foyer d'une nouvelle guerre froide, mais plutôt un pôle de stabilité et d'opportunité ouvert à tous ses partenaires* », a précisé Macky Sall.

Une Assemblée générale sur fond de crises

A la tribune de l'ONU, le secrétaire général de l'organisation, António Guterres, a mis en garde les dirigeants du monde entier contre un « hiver de grogne » et les divisions géopolitiques.

Evoquant la guerre en Ukraine, il a déclaré : « *La guerre a déclenché une destruction et une violation massive des droits humains et du droit humanitaire international. Des milliers de civils sont morts, des millions de personnes sont déplacées et des milliards d'autres sont impactées* ». Par ailleurs, António Guterres a affirmé que ce sont les divisions géopolitiques qui amèneront la planète à sa perte, avertissant surtout la fracture entre les pays de l'Ouest et du Sud.

Le patron de l'ONU a également plaidé pour renforcer la lutte contre le réchauffement climatique. Il a été suivi quelques heures plus tard par le président turc, Recep Tayyip Erdogan, qui a appelé lors de son



Le président du Sénégal et de l'Union africaine (UA), Macky Sall,

discours à une sortie « digne » pour toutes les parties à la guerre en Ukraine. « *Nous continuerons d'intensifier nos efforts pour mettre fin à la guerre sur la base de l'intégrité territoriale et de l'indépendance de l'Ukraine* », a-t-il

ajouté. Le président turc a dit aussi espérer que « la guerre ne puisse l'emporter » et qu'un « processus de paix équitable triomphe », en rappelant que par deux fois depuis le début de la guerre, la Turquie avait réussi à réu-

nir les représentants de la Russie et de l'Ukraine à Antalya, dans le sud du pays, et à Istanbul.

De son côté, le président français, Emmanuel Macron, a accusé la Russie d'avoir provoqué un « retour à l'âge des impérialismes et des colonies en Europe en ayant envahi l'Ukraine fin février. La France le refuse et recherchera obstinément la paix », ajoutant que « la Russie ne saurait imposer sa volonté par des moyens militaires ». « *Ceux qui se taisent aujourd'hui servent malgré eux, ou secrètement avec une certaine complicité, la cause d'un nouvel impérialisme, d'un cynisme contemporain qui désagrège notre ordre international sans lequel la paix n'est possible* », a déploré Emmanuel Macron.

Le président du Brésil, Jair Bolsonaro, s'est ensuite exprimé en mettant en avant son pays comme étant « une référence dans le monde entier » et ce, dans le contexte de la menace globale engendrée par la guerre en Ukraine.

Yvette Reine Nzaba